

ROTHÉA Xavier, *Construire la différence : élaboration et utilisation de l'image des gitans dans l'Espagne franquiste 1936-1975*, Thèse de doctorat en Histoire contemporaine, Université Montpellier III, 2008, 618 p. (Promoteur : Prof. Carol IANCU)

Les débats historiographiques autour de l'Espagne franquiste ne sont pas plus apaisés aujourd'hui qu'au lendemain de la dictature. Ils représentent un enjeu politique considérable à travers lequel s'expriment les divisions de l'Espagne contemporaine. La découverte ou redécouverte des « fosses du franquisme »¹, des camps d'internement des prisonniers républicains et de la chasse aux homosexuels, ont donné lieu à une récente et abondante production historiographique et ont contribué à raviver les débats. Depuis 1996 et les commémorations des 60 ans du coup d'Etat militaire du *Caudillo*, l'historiographie a été marquée par l'émergence d'un courant « révisionniste », selon l'expression de l'historien Javier Tusell², d'historiens néo-franquistes, dont Luis Pio Moa, habités par une volonté de réhabilitation du régime.³ Parallèlement depuis quelques années maintenant, le débat sur les réparations accordées aux victimes du franquisme divise l'opinion publique espagnole après des années d'un silence imposé aux vaincus. L'adoption en 2007 - sur proposition du gouvernement socialiste de Zapatero - de la loi dite de « mémoire historique », qui vise à la réhabilitation des victimes de la répression franquiste, ne s'est pas faite dans un consensus général.

Cependant, aussi conflictuel que soit le traitement de l'histoire de l'Espagne franquiste, et malgré la richesse de la production historique de ces dix dernières années, peu d'historiens se sont intéressés aux questions de la construction des normes sociales dans l'Espagne franquiste au regard du traitement et des représentations des minorités, dont les Gitans constituaient la seule présence « visible ». S'intéresser à ces questions, celui conduit inévitablement à s'interroger sur l'idéologie franquiste, sur l'articulation entre catholicisme intransigeant et exaltation de la « race hispanique », sur la construction de modèles et de contre modèles sociaux suffisamment acceptables et intégrables dans une société privée de libertés et sur les limites ou les oppositions qu'ils peuvent rencontrer. Cette problématique d'ensemble construite sur l'hypothèse d'une différenciation volontaire des Gitans a suscité l'émergence de trois grands axes de recherches destinés à cerner au mieux l'image des Gitans dans l'Espagne franquiste et son utilisation sociale ; car c'est à partir de l'étude de cette image que l'on espère apporter des éléments de réponses aux problématiques soulevées.

Axes de recherches et sources utilisées

Le premier axe de recherche se rattache à l'image des Gitans véhiculée par le régime et ses institutions (Délégation à l'administration pénitentiaire, Guarda civil, ministère de la justice...). Si la question des Gitans n'a jamais fait l'objet d'une attention particulière de la part des historiens du franquisme ; c'est peut-être parce que le racisme et la xénophobie n'ont jamais été considérés comme des aspects déterminants de l'idéologie franquiste. Franco lui-même se déclare hostile au racisme, notamment dans son discours inaugural de la seconde session des Cortes le 14 mai 1946.

Quoi que l'on puisse penser des déclarations de principe du Caudillo, réalisées après 1945, elles ne suffisent pas à clore le débat. La position officielle de neutralité durant la Seconde Guerre mondiale et l'absence d'implication dans le génocide des Juifs, malgré le soutien implicite aux forces de l'Axe, signifient-elles pour autant que l'Espagne franquiste fut immunisée contre les théories racistes et les sentiments xénophobes, et que ceux-ci n'eurent aucun impact sur sa conduite envers les minorités dont les Gitans constituaient la seule représentation visible durant cette période ? Le régime

¹ Emilio Silva et Santiago Macias, *les fosses du franquisme*, traduit de l'espagnol par Patrick Pépin, Calmann-Lévy, 2006

² TUSELL Javier, « El revisionismo histórico español », *El País*, Madrid, 8 juillet 2004. Sur <http://www.derechos.org/nikzor/espana/doc/revis.html>

³ PIO MOA Luis, *Los mitos de la guerra civil*, La Esfera de los libros, Madrid, 2003. Voir à ce propos Maria Carmen Rodriguez, « Guerre de la mémoire en Espagne », *Le courrier*, mardi 30 janvier 2007.

franquiste sut-il se garder d'une utilisation sociale et propagandiste du racisme et de la xénophobie comme élément de stabilité et de conservation du pouvoir ? S'est-il abstenu de tout tri social des composantes de la population espagnole sur la base de désignations essentialistes ?

Répondre à ces questions demande un recours aux sources directes émanant du régime et de ses Institutions. Les textes officiels, notamment législatifs, qui désignent explicitement les Gitans sont très rares. C'est le cas du règlement de la *Guardia Civil* dont un article – qui s'inscrit dans la continuité d'un texte adopté en 1844, repris en 1943 et en vigueur jusqu'en 1978 – impose de leur appliquer une vigilance « scrupuleuse ». D'autres textes ne mentionnent pas explicitement, mais implicitement les Gitans. L'analyse de l'interprétation franquiste de la *Ley de Vagos y Maleantes* – promulguée en 1934 sous la Seconde République et conservée, quoique modifiée, par le régime franquiste – puis la *Ley de Peligrosidad y rehabilitación social* de 1971, fut à ce titre incontournable. Devaient également être considérées comme sources intéressantes les commentaires qui furent faits de ces deux textes par des juristes et par les membres des Institutions du régime.

Devant la pauvreté des textes officiels, d'autres expressions du régime franquiste et de ses membres devinrent incontournables. En ce sens, les revues et bulletins professionnels des Institutions policières, judiciaires ou de l'administration pénitentiaire, constituent une mine d'informations, car c'est dans leurs colonnes que se diffusa l'image du Gitan construite par les autorités. La *Revista profesional de la Guardia Civil* (1942-1944), *Guardia Civil* (1944-1978), *Policía* (1942-1954), *Policía Española* (1962-1978) et la *revista de la escuela de estudios penitenciarios* (REEP, 1944-1961) sont des sources essentielles.

La perception des Gitans dans la société franquiste constitue le deuxième acte de recherche, car une étude des représentations ne saurait se satisfaire de la seule analyse de la parole officielle. Toutefois, dans un pays soumis dès la loi de la Presse de 1938 à une censure préalable et au dirigisme intellectuel par la *Délégation Nationale de la Propagande* ou par le *Ministère de l'Information et du Tourisme*, l'analyse de l'image des Gitans dans la production littéraire au sens large permet de mesurer l'adéquation et l'imbrication entre parole institutionnelle et vecteurs de la culture de masse. Le plus surprenant dans l'histoire du régime franquiste est sans nul doute sa longévité. Les instruments de répression dont il se dota l'expliquent en partie, mais en partie seulement. Il lui fallut également convaincre. Le monde de la presse et de l'édition furent, en tout cas jusqu'aux années 1960, aux ordres du pouvoir et assurèrent cette fonction de diffusion et d'intégration progressive des modèles et des contre modèles dessinés par le régime et ses partisans. La presse, dans son immense majorité, et au moins jusqu'à l'adoption de la Loi Fraga de 1966, est la voix de cette Espagne franquiste, une voix en apparence dépolitisée, mais formidablement normative.

La presse et la production littéraire constituent le deuxième corpus de sources. Devant l'impossibilité de passer en revue la totalité de la presse espagnole, il a été nécessaire de choisir des publications en fonction de leur représentativité (ABC) ou de leur diffusion (El Caso). Pour ce qui est de la production littéraire, les monographies consacrées aux Gitans ont été privilégiées, notamment celle de José Carlos de Luna⁴ ou de Manfredi Cano⁵. Elles constituent des mines d'informations sur les représentations généralement admises, notamment par une censure omniprésente. D'autres ouvrages touchant à la tauromachie et bien sûr au flamenco ont été utiles à la reconstruction de cette image. La littérature infantile, qui contribue à la formation des esprits et à la pérennisation des représentations, est une autre source inévitable.

Le troisième axe de recherche s'attache à mettre en lumière les positions de l'Eglise catholique, dont le rôle fut essentiel dans la société franquiste, et par là même dans l'image diffusée et acceptée des Gitans. Le catholicisme, dans sa version la plus conservatrice, est le dénominateur commun de toutes les factions présentes au sein du régime, même si certaines, notamment les phalangistes, souhaitent limiter son poids politique. Il est également le puissant lien fédérateur entre le régime et sa base populaire. Tous les membres de l'Eglise catholique et tous les catholiques n'ont pas été des partisans

⁴ LUNA José Carlos de, *Gitanos de la Betica*, Madrid, EPESA, 1951, 254 p.

⁵ MANFREDI CANO Domingo, *Los Gitanos*, Coll. « Temas españoles », n°314, Madrid, Publicaciones españolas, 1955, 29 p.

inconditionnels du *Generalísimo*, loin s'en faut. Cependant, l'Etat et l'Eglise en vinrent à se confondre dans certains domaines comme l'éducation ou l'assistance sociale. Ainsi l'Eglise prit en main et coordonna l'action sociale par l'entremise de l'association *Caritas*. Une action sociale dont les Gitans furent, après le Concile Vatican II, désignés comme de potentiels bénéficiaires. C'est également après la réception des conclusions du Concile et sous l'influence des catholiques libéraux que le mouvement « pro-gitano » prit son essor au sein de l'Eglise. En raison de son implication dans les débats idéologiques, de son contrôle de la vie intellectuelle, de son rôle dans le domaine social, de ses tiraillements internes et de son action envers les populations gitanes, les prises de position de l'Eglise catholique et de ses membres concernant la situation sociale, la religiosité, l'intégration des populations gitanes, eurent un profond impact sur l'image des Gitans dans la société.

Les sources disponibles sont, là aussi assez nombreuses mais peu utilisées. Avant Vatican II et surtout le discours de Paul VI à Pomezia, elles sont éparses et l'Eglise semble se figer dans une hostilité ancienne et ancrée. Les Gitans ne semblent pas constituer une priorité, ce que confirme la lecture d'*Ecclesia*, le quotidien de l'Action catholique, dans les années 1940 et 1950. C'est surtout à travers les voix de clercs isolés ou de petites institutions, telles les écoles de l'*Ave Maria* fondées par le père Andres Manjon au début du XXème siècle, que les positions de l'Eglise peuvent être appréhendées. Deux clercs, Firmin Castillo et Sanchez Ocaña, publient, au tournant des années 1950 et 1960, des ouvrages sur la « question gitane » qui permettent de mesurer les évolutions dans le traitement de cette population. Après le discours de Paul VI en 1965, les sources deviennent plus nombreuses, grâce notamment au mouvement *pro-gitano* qui dispose de ses propres publications. *Pomezia et Diálogo Gitano*, et qui suscite l'intérêt grandissant de la presse et voit donc une multiplication des articles.

L'organisation de la thèse

L'organisation de la thèse répond à ce découpage des sources. Les trois ensembles, institutionnel, médiatique et ecclésiastique, donnent chacun naissance à une partie.

La première partie évoque un régime qui impose sa marque et son idéologie. La prééminence du politique est nette dans de nombreux domaines. C'est également dans ces années du premier franquisme, jusqu'au début des années 1950, que le régime jette les bases de son idéologie et des modèles sociaux qu'il entend imposer. C'est effectivement avant la fin des années cinquante que les sources émanant des pouvoirs publics sont les plus disertes sur la question qui nous intéresse. Les grands axes et les influences se révèlent dans une période allant de 1936, parfois même avant, jusqu'au milieu des années 1950. Cette première partie a permis de mettre en avant deux phénomènes majeurs : la racialisation des populations gitanes et leur criminalisation par les autorités franquistes.

La seconde partie essaie de mettre en avant, de manière à souligner cette prééminence du politique, la reprise et la diffusion de l'image « officielle » des Gitans dans les médias de masse, du début des années 1950 au milieu des années 1960. Dans la presse, et notamment la presse de faits divers déconsidérée mais largement diffusée, la violence du discours antigitan dépasse souvent les discours des Institutions. L'examen se poursuit par l'analyse des Gitans dans les ouvrages de vulgarisation ou les publications « érudites » qui leur furent consacrées à partir du début des années 1950. Cette deuxième partie permet d'appréhender la mise en place de grille de lecture figée et négative des populations gitanes. Ainsi chaque traitement de faits divers reprend les poncifs des précédents, chaque œuvre littéraire ne fait que perpétuer des images préétablies. Tous les récits, réels ou fictionnels, sont déballés à travers le filtre de cette grille de lecture figée.

La troisième partie de ce travail se veut une articulation entre les positions de l'Eglise catholique et leurs répercussions sur le reste de la société espagnole. L'étude porte essentiellement du début des années 1960, date à laquelle les positions de l'Eglise changent, jusqu'à la fin du régime ; il fut toutefois nécessaire d'opérer de nombreux va et vient, parfois même avec des périodes qui précédaient la dictature franquiste. Cette troisième partie permet de mettre en lumière une rupture dans le traitement des Gitans par l'Eglise. Cette rupture est la conséquence du discours du Pape Paul

VI aux Gitans à Pomezia en 1965. Dès lors pour l’Eglise, il y a un avant et un après Pomezia dans son traitement des populations gitanes. Les positions défendues à Pomezia furent reprises par la branche libérale de l’Eglise et contribuèrent à l’émergence du mouvement pro-gitano. Ce dernier point fut l’occasion d’évaluer les distances se creusant entre le régime et une partie grandissante de l’Eglise et de la société espagnole.

Conclusions

L’analyse des sources permet de confirmer l’une des hypothèses de départ de ce travail : la différence supposée des populations gitanes, érigée comme vérité absolue, voire scientifique, pendant la période franquiste, relève d’une construction idéologique et politique du régime et de ses partisans. En effet, comment peut-on imaginer que les Gitans correspondent aussi étroitement, du point de vue de l’idéologie franquiste, à l’antithèse quasi parfaite des valeurs, des principes et des caractéristiques supposées des autres Espagnols. En ce sens, l’hypothèse selon laquelle les Gitans auraient fourni un contre modèle social semble pertinente. La mise en relation des traits supposés des Gitans et des non Gitans est éloquente :

La norme sociale, telle que définie par le régime franquiste	La désignation correspondante des Gitans par le régime (R), la presse (P) ou l’Eglise (E)
Le travail	L’oisiveté (R.P.E.)
Le respect de la propriété privée	Le vol (R.P.E.)
La religion catholique	La superstition et les pratiques divinatoires (R.P.E. jusqu’à Pomezia)
Le respect des lois	L’insoumission aux règles (R.P.E.)
La solidarité nationale	La solidarité « raciale » (R.P.E.)
L’amour de la patrie	L’apatrisme (R.P.)
L’honnêteté	La turpide (R.P.E. jusqu’à Pomezia)
La propreté	La saleté (R.P.E.)
La morale catholique	L’immoralité (R.P.E. jusqu’à Pomezia)
La retenue sexuelle	La promiscuité sexuelle (P.E.)
La race hispanique aux fondements spirituels et chrétiens	La « race » Gitane aux fondements biologiques (R.P.)
La femme prude, génitrice de la nation	La femme langoureuse ou sorcière (P.E. jusqu’à Pomezia)
Les enfants respectueux	Les <i>Gitanillos</i> asociaux (R.P.E.)

Cette différence fut également perceptible dans l’affirmation de points présentés comme positifs de leur identité, notamment la danse et le flamenco. Lorsque la presse ou les monographies leur attribuaient des « qualités » (musique et danse dans le sang, solidarité raciale, endogamie, conservatisme social), elles contribuaient volontairement à élargir un peu plus le fossé les séparant des citoyens « normaux ». C’est sur d’autres facettes de cette image négative que l’Eglise s’appuya jusqu’au début des années 1960. La différence intrinsèque des populations gitanes y est admise. Comme pour mieux mettre en lumière les « prêtres des Gitans » et à travers eux la mission évangélisatrice de l’Eglise, la situation des Gitans est noircie et ceux-ci ne sont plus perçus que comme des êtres en perdition sans religion et donc non civilisés. Il faut attendre le début des années 1960 pour que cette image s’amenuise dans le sillage de Vatican II et avant que ne s’impose celle de la brebis égarée puis de l’être « naturellement religieux » posant une nouvelle fois le problème de la généralisation, de l’essentialisation et de la différenciation du reste de la population. Il convient de souligner que la réception du discours de Paul VI provoque une évolution dans le traitement théorique et certainement pratique, des Gitans espagnols. Et en raison de l’influence et du magistère moral que l’église exerce, le renouveau de ses prises de position aboutit à une émergence politique

et sociale de la question gitane dans la société espagnole à travers la constitution du mouvement pro-gitano.

Si la différenciation des populations gitanes furent aussi largement admise, c'est qu'elle s'appuyait sur des préjugés et des stéréotypes déjà largement répandus antérieurement dans la société espagnole, que le pouvoir et ses partisans surent réutiliser et remodeler. Les Institutions franquistes reprirent à leur compte certaines des théories propres à l'anthropologie physique et à l'anthropologie criminelle de la fin du XIXe siècle. De nombreux criminologues et pénalistes s'appuyèrent sur élucubrations de l'Italien Lombroso ou de l'Espagnol Salillas pour faire des Gitans une « race de délinquants nés ». Ces théories ne pouvaient que justifier l'introduction des Gitans dans les catégories dangereuses désignées par la *Ley de Vagos y Maleantes* puis par la *Ley de Rehabilitación y Peligrosidad Social*. L'influence de la *kriminalbiologie* nazie sur la criminologie franquiste atteste également de la proximité idéologique initiale entre les deux régimes qui s'accordent sur une disqualification à la fois « raciale » et sociale des populations gitanes. Toutefois, il faut signaler l'existence d'une apparente contradiction dans le discours institutionnel : une image à usage interne, celle de l'asocial, et une image à usage externe et touristique, celle du peuple exotique, gai et accueillant ; le souci de promotion touristique prenant le pas, dans ce cadre précis, sur la volonté de criminalisation.

La presse, notamment dans ses pages de faits divers, se montra la plus déterminée dans cette désignation publique de l'anti-Espagne. Le ton n'est en réalité guère différent dans les monographies « savantes ». Ainsi la production intellectuelle se borne la plupart du temps à reproduire les stéréotypes construits dans les études antérieures, jusqu'à puiser des arguments dans les réquisitoires anti-gitans du XVI^e siècle de Sancho de Moncada ou dans l'œuvre de Cervantès. Du XVI^e siècle jusqu'à la période franquiste, les préjugés et les stéréotypes ne gagnent pas en originalité. Les plus extravagants, comme l'anthropophagie, sont abandonnés, mais certains et notamment le vol des enfants, ont la peau dure. Ce qui représente une nouveauté, c'est leur utilisation politique et sociale.

L'utilité et l'utilisation de la « différence » gitane

La présence d'une forte hostilité anti-gitane en Espagne dès le XVI^e siècle, largement démontrée par des chercheurs comme Bernard Leblond ou Helena Sanchez, amène à réfuter l'hypothèse d'une création ex-nihilo de l'idéologie dominante pendant la dictature. Le discours anti-gitan n'est pas nouveau, mais il s'exprime pendant le franquisme avec force car il est en gestation dans l'Eglise et dans la droite nationaliste bien avant le début de la guerre civile. Les écrits du criminologue Rafael Salillas ou du père Jeronimo Montes au début du XX^e siècle ou ceux du psychiatre Vallejo Nagerá au début des années 1930 l'attestent ; mais avec la victoire nationaliste, leurs théories deviennent la parole des vainqueurs et la seule parole autorisée. Les Institutions du régime et ses partisans surent remodeler, utiliser, voire dans une certaine mesure, institutionnaliser cette hostilité.

Qu'ils la remodelent, cela est particulièrement visible à travers le discours des « criminologues » ou des anthropologues, qui dressent, en s'appuyant parfois sur des conceptions antérieures, un portrait-robot du Gitan-type comme figure de la dangerosité sociale. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le Gitan est assimilé à un être intrinsèquement dangereux pour la société et pour les individus qui la composent. Dangereux parce que héréditairement criminogène, mais dangereux également car en opposition avec toutes les valeurs qui sont censées la structurer comme le travail, le respect des lois et de la « convivencia » sociale.

Il est notable également que les Institutions franquistes, police et administration pénitentiaire, l'utilisent à travers le rôle qui est assigné aux populations gitanes : celui d'un fléau social. L'agiter, c'est provoquer le besoin de sécurité et de protection de la population à moindres frais. En créant le danger, le régime peut se présenter en champion de la défense sociale. Mais alors pourquoi les Gitans ? Peut-être simplement parce que le régime ne fait que perpétuer, en la réadaptant, une hostilité institutionnelle ancienne et tenace. Le régime pouvait-il se passer d'ennemis internes ? Et qui d'autres que les Gitans auraient pu tenir ce rôle ?

Les extrêmes droites européennes des années 1930, et les franquistes n'échappèrent pas à la règle, appuyèrent leurs discours sur la désignation d'ennemis intérieurs comme extérieurs clairement identifiés : les communistes, les parlementaires, les étrangers en général, les Juifs, les francs-maçons. Chacun de ces groupes fut, durant la période qui nous intéresse, présenté comme une composante de « l'anti-Espagne ». Pourtant leur désignation en tant qu'ennemi public n° 1 fut, semble-t-il, moins catégorique et moins ostentatoire que celles des Gitans. Les Juifs, alors que l'antijudaïsme, voire l'antisémitisme, furent puissants en Espagne, ne représentent certainement pas un groupe assez visible pendant cette période. Après 1945, une politique ouvertement anti-judaïque ou antisémite aurait mis en péril les efforts de normalisation entrepris par le régime. Pour les autres groupes, qui s'inscrivent davantage dans le champ des opposants politiques, les raisons sont multiples. La répression a laminé l'opposition ; le régime assure être venu à bout des résistances républicaines. Les parlementaires ne sont plus qu'un lointain souvenir. Le « danger » que pourraient représenter les francs-maçons ne s'inscrit pas du tout dans la même optique que le « danger » gitan. Le « péril rouge » reste omniprésent durant tout le franquisme, mais son utilisation est aléatoire pour au moins deux raisons : d'une part, il est difficile, malgré les tentatives du psychiatre Vallejo Nagerá, de l'essentialiser, et d'autre part le régime doit essayer, dans sa stratégie globale de dépolitisation des masses, de le minimiser, de le faire apparaître comme marginal, pour convaincre de l'adhésion de l'immense majorité.

Les Gitans étaient « visibles » et, le plus souvent, déjà désignés comme étrangers et déviants. La figure du Gitan offrait l'avantage, en extériorisant les vices, de fournir à tous un ennemi commun après des années de divisions et d'affrontements entre Espagnols. L'ennemi n'est plus le voisin « rouge » mais le lointain voisin gitan, clairement identifiable et confiné dans des endroits et des rôles distincts.

L'institutionnalisation de la lutte contre le « fléau gitan » est perceptible à travers l'utilisation de la *Ley de Vagos et Maleantes*, puis à partir de 1971 de la *ley de Peligrosidad social*. Ces lois dites de « défense sociale », qui entendent désigner des groupes de population comme potentiellement dangereux, ont systématiquement inclus, sans y faire cependant une référence explicite, les populations gitanes, qui sur la base des travaux des juristes et des criminologues, avait été classées dans la catégorie des « Etats dangereux » sous le terme de *vagos*. Ce manque de référence explicite dans les textes eux-mêmes ne saurait cependant faire illusion, tant la question des Gitans est présente dans tous les commentaires et dans toutes les explications qu'en fournissent les « professionnels » du crime et de son traitement. Que la LVM ait été adoptée en 1934 ne dédouane pas le régime franquiste qui la conserve, l'applique et l'amplifie. La traditionnelle opposition entre Gitans et *Guardia Civil* fut également mise à profit et ce corps fut érigé en rempart contre le « fléau gitan ». En ce sens, *la ley de Vagos y Maleantes*, le rôle attribué à la *Guardia Civil* et à la police en général, et plus tard *la Ley de Peligrosidad y rehabilitación* firent partie d'un arsenal anti-gitan et furent les garanties de sécurité que le régime offrait à une société dont il se voulait le protecteur.

Rien d'étonnant alors, à ce que cette image se diffuse dans l'ensemble de cette société franquiste par le biais des relais de la culture de masse. Ici aussi cependant des distinctions existent. L'image véhiculée par les auteurs de monographies « savantes », tels Luna ou Manfredi Cano, est certainement différente de celle du périodique de faits divers *El Caso* ; mais cette différence se situe davantage dans la forme que sur le fond, car chez les uns comme chez les autres, l'approximation généralisatrice vaut argument scientifique et les démonstrations aboutissent systématiquement à la conclusion de l'altérité absolue des populations Gitanes.

On peut noter sur ce point là au moins, une concordance de point de vue entre le régime et les élites culturelles. Et si *El Caso* constitue le paroxysme de la haine anti-gitane dans la presse, le reste des publications, lorsqu'il s'agit d'évoquer les faits divers impliquant des Gitans, n'est pas en reste pour les termes injurieux et racistes. Si la forme reste différente, on ne peut manquer de souligner une nette parenté entre les arguments développés dans les revues professionnelles des Institutions policières et judiciaires du régime et ceux des articles de faits divers. Le journaliste devient en quelque sorte le relais du régime dont il cautionne l'aspect répressif. La presse se fait l'écho, sans

qu'il y ait, à notre connaissance, de directive en ce sens, des représentations que les membres des Institutions judiciaires et policières du régime veulent transmettre des Gitans. La diffusion du « danger gitan » dans la presse assure un renforcement des liens entre le régime et la population espagnole en offrant aux lecteurs le sentiment, par le contraire, de leur bonne intégration dans la société au regard de la situation d'asociabilité supposée des Gitans.

D'un autre côté, et pour un lectorat différent aisé ou étranger, les Gitans font, à partir du début des années 1950, partie intégrante de la panoplie touristique de l'Etat espagnol, liée à deux de ses aspects fondamentaux, la tauromachie et la musique. Qu'importent les disputes d'esthètes entre *gitanophiles* et *gitanophobes* sur les origines du Flamenco, les Gitans figurent sur les dépliants touristiques une guitare à la main, véritables promoteurs du folklore espagnol. Plus question ici de délinquants et de criminels nés car ils apportent la touche d'exotisme nécessaire, le petit plus dépaysant que recherchent les touristes européens. De fait, autorités et élites intellectuelles du régime construisent une image à double entrée : une – celle de la « race » de délinquant à usage interne – qui se diffusera dans la société espagnole pendant toute la période franquiste et l'autre – celle du Gitan folklorique – qui s'inscrira pleinement dans le souci de promotion touristique à usage externe.

A travers ces deux images, il ne semble pas que ce soit les Gitans eux-mêmes qui préoccupent ceux qui les évoquent, c'est le bénéfice, économique, social ou politique, que l'on pourra tirer des représentations que l'on en donne. Il faudra attendre le milieu des années 1950, et l'émergence d'une prise de conscience chez certains clercs, pour qu'apparaissent les premières véritables interrogations « désintéressées » sur le sujet. Interrogations qui deviendront de véritables préoccupations par la suite.

Par la diffusion de cette image, c'est aussi une image d'eux-mêmes que le régime, la presse et l'Eglise tentent de faire passer. En dénonçant la dangerosité, le régime se présente comme l'unique garant de la paix sociale et affiche son souci du maintien de l'ordre et du respect de la propriété. Par des processus d'identification ou de répulsion, la presse s'affirme comme le porte voix de son lectorat, et plus largement de la population dans son ensemble, dont elle partagerait les préoccupations. L'Eglise peut faire valoir son souci d'évangélisation, puis, après Vatican II, son attachement aux populations « marginales » et aux laissés pour compte.

L'image du gitan put présenter de multiples facettes. Il fut selon les organismes, et surtout selon les publics concernés, à la fois présenté comme voleur de poules et bandit de grand chemin, naturellement religieux et hérétique, sans culture et artiste, asocial et conservateur, marginal et mondain. Pourtant il paraît plus réaliste de parler d'une image des Gitans que des images des Gitans, car toutes ces facettes tendent à un même but : celui de la démonstration d'une différence absolue, reposant sur des arguments biologiques ou culturels, avec les non Gitans.